



KPMG SA
14 avenue des Droits de l'Homme
ZAC du Champ Chardon
45000 Orléans

Association Arc en Ciel

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Arc en Ciel

32 avenue Jean Cocteau 45330 LE MALESHERBOIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
14 avenue des Droits de l'Homme
ZAC du Champ Chardon
45000 Orléans

Association Arc en Ciel

32 avenue Jean Cocteau 45330 LE MALESHERBOIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Arc en Ciel,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Arc en Ciel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

Association Arc en Ciel

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024



œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Orléans, le 24 mars 2025

KPMG SA

Alexis Cartier

Associé

Bilan Asso ANC N° 2018-06 (CEG)

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immob. incorporelles / Avances et	5 269,58	5 269,58		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outilla	37 274,86	34 183,53	3 091,33	2 154,89
Autres immobilisations corporelles	60 830,87	51 085,30	9 745,57	2 998,62
Immobilisations financières				
Total I	103 375,31	90 538,41	12 836,90	5 153,51
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	788,46		788,46	661,14
Autres créances	67 785,67		67 785,67	63 065,19
Divers				
Disponibilités	230 725,40		230 725,40	212 369,85
Total II	299 299,53		299 299,53	276 096,18
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	402 674,84	90 538,41	312 136,43	281 249,69

Bilan Asso ANC N° 2018-06 (CEG)

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	211 829,49	168 326,03
Réserves statutaires ou contractuelles	211 829,49	168 326,03
Excédent ou déficit de l'exercice	21 447,95	43 503,46
Situation nette (sous-total)	233 277,44	211 829,49
Subventions d'investissement	7 343,42	2 297,53
Total I	240 620,86	214 127,02
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	14 586,64	12 612,00
Total III	14 586,64	12 612,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 745,93	10 964,49
Dettes fiscales et sociales	43 573,00	43 546,18
Produits constatés d'avance	2 610,00	
Total IV	56 928,93	54 510,67
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	312 136,43	281 249,69

CDR Asso ANC N°2018-06 (CEG)

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	245 541,39	208 179,64
Ventes de prestations services	245 541,39	208 179,64
Produits de tiers financeurs	156 082,50	163 863,50
Concours publics et subventions d'exploitation	156 082,50	163 863,50
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	13 928,60	11 028,68
Autres produits	110,96	91,14
Total I	415 663,45	383 162,96
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	56 145,72	51 450,10
Impôts, taxes et versements assimilés	4 545,78	4 260,81
Salaires et traitements	248 548,66	238 411,26
Charges sociales	80 653,49	71 028,94
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 843,03	3 068,38
Dotations aux provisions	14 586,64	12 612,00
Autres charges	55,48	5,48
Total II	407 378,80	380 836,97
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	8 284,65	2 325,99
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 708,19	2 351,69
Total III	2 708,19	2 351,69
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 708,19	2 351,69
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	10 992,84	4 677,68
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	8 956,86	38 602,01
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	1 498,25	13 399,55
Total V	10 455,11	52 001,56
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations en capital		12 912,58
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		263,20
Total VI		13 175,78
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	10 455,11	38 825,78
Total des produits (I + III + V)	428 826,75	437 516,21
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	407 378,80	394 012,75
EXCEDENT OU DEFICIT	21 447,95	43 503,46
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	11 101,40	15 156,81
Bénévolat	30 382,39	24 770,86
TOTAL	41 483,79	39 927,67
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mise à disposition gratuite	11 101,40	15 156,81
Personnel bénévole	30 382,39	24 770,86

CDR Asso ANC N°2018-06 (CEG)

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
TOTAL	41 483,79	39 927,67

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ARC EN CIEL CENTRE SOCIAL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 312 136 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 21 448 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Objet social :

L'article 2 des statuts de l'association indique "Cette Association d'éducation populaire a pour but de susciter, de promouvoir, d'animer, de coordonner toutes initiatives à caractère social, culturel et de loisirs en associant jeunes et adultes de la ville Le Malesherbois en priorité".

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'article 4 des statuts dispose :

"L'Association exerce son activité, notamment par les moyens suivants :

- Pour tous, création, gestion et animation d'activités prises en charge par les habitants eux-mêmes,
- Proposition et débats concernant l'aménagement et l'amélioration du cadre de vie.

Tout ceci par la mise en place d'un lieu de vie ouvert à tous, permettant de se rencontrer, de s'organiser et de participer à la vie de la cité."

L'Association a une activité de centre social conventionné par la CAF.

Moyen mis en oeuvre :

L'Association développe son activité sur les trois bas de bâtiments du quartier Cocteau de la ville de Malesherbes appartenant au bailleur LogemLoiret. L'Association développe également son activité hors les murs dans des locaux de la commune du Malesherbois.

L'Association emploie 10 salariés.

Les personnes à temps complet sont la directrice, la secrétaire-comptable, la référente familles et une animatrice.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : INSEE 2024

Faits caractéristiques

L'Association est locataire des locaux au n°30, 32 et 34 de l'avenue Jean Cocteau à Malesherbes. Le montant annuel des loyers et des charges reversé à LogemLoiret s'élève à 5 293,06 € pour 2024.

Pour ses activités hors les murs, l'Association bénéficie d'une mise à disposition de locaux à titre gracieux de la commune du Malesherbois qui représente 11 101,40 € pour 2024.

Nombre d'heures de bénévolat dont a bénéficié l'association = 2 557 heures (soit 30 382 €).

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 270			5 270
Immobilisations incorporelles	5 270			5 270
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	35 739	1 536		37 275
- Installations générales, agencements aménagements divers	41 746	8 725		50 471
- Matériel de transport	1 000			1 000
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 095	265		9 360
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	87 579	10 526		98 106
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	92 849	10 526		103 375

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		10 526		10 526
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		10 526		10 526
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 270			5 270
Immobilisations incorporelles	5 270			5 270
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	33 584	600		34 184
- Installations générales, agencements aménagements divers	39 739	1 720		41 459
- Matériel de transport	1 000			1 000
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 103	523		8 626
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	82 426	2 843		85 269
ACTIF IMMOBILISE	87 695	2 843		90 538

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 68 574 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	788	788	
Autres	67 786	67 786	
Charges constatées d'avance			
Total	68 574	68 574	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
PRESTATIONS CAF A RECEVOIR	63 624
Total	63 624

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	12 612	14 587	12 612		14 587
Total	12 612				14 587
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation Financières Exceptionnelles		14 587	12 612		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 56 929 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 746	10 746		
Dettes fiscales et sociales	43 573	43 573		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	2 610	2 610		
Total	56 929	56 929		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FRNS FACTURES NON PARVENUES	10 303
DETTES PROVIS. PR CONGES A PAYER	18 525
CHARGES SOCIALES / CP	7 650
UNIFORMATION	3 610
Total	40 088

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE (subvention informatique)	2 610		
	2 610		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 180 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les administrateurs de l'association sont bénévoles et ne sont pas rémunérés pour leurs fonctions.

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 14 587 euros

